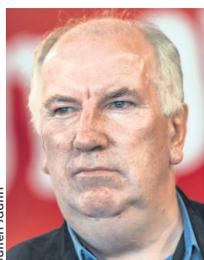


FISCALITÉ

Comment faire payer leurs impôts aux géants du Net ?

LES PEUPLES ET LES ÉTATS FACE À UN DÉFI MONDIAL



Éric Bocquet
Sénateur PCF du Nord

Les géants du Net, généralement désignés avec l'acronyme Gafa, sont, sans doute, le paradoxe le plus effarant de notre temps. Ces mastodontes de notre ère moderne ont envahi nos vies au quotidien et, en même temps, ce sont les entreprises qui contribuent le moins, proportionnellement aux budgets des États. Chaque minute dans le monde, 300 000 tweets sont émis, 15 millions de SMS, 204 millions de mails et 2 millions de mots-clés apparaissent sur le moteur de recherche Google, un poids considérable, d'autant plus que ces groupes sont nés ces vingt dernières années. Facebook en 2016 comptait 1,6 milliard d'abonnés, trois ans plus tard, ce nombre est passé à 2,3 milliards. La valorisation boursière d'Apple est à 840 milliards de dollars ; à titre de comparaison, le PIB du Danemark fut de 297 milliards d'euros l'an dernier. Or, quand on regarde les montants des impôts payés par ces grands groupes, il y a de quoi, là aussi, être effaré mais pour des raisons inverses. Les impôts payés par Apple en France en 2017 atteignaient 19 millions d'euros, Google 14 millions, Amazon 8 millions et Facebook 1,9 million. Le taux d'imposition hors États-Unis pour Google était de 8 % en 2016. Comment cela est-il possible ? Par des tours de passe-passe financiers bien connus par ces multinationales américaines qui transfèrent les chiffres d'affaires vers les pays à fiscalité moindre.

Comparons les situations de l'Irlande et de la France, deux États membres de l'Union européenne. Pour Google, 4 millions d'utilisateurs déclarés en Irlande pour un chiffre d'affaires de 22,5 milliards d'euros, 55 millions d'utilisateurs en France pour un chiffre d'affaires de 200 millions d'euros. Le taux de l'impôt sur les sociétés en Irlande est de 12,5 %, cela explique évidemment ces transferts de chiffres d'affaires.

Ce sujet est budgétaire et financier mais il est surtout fondamentalement politique. Il en va de la souveraineté des États. Cela met en évidence la nécessité de travailler dans la durée à une convergence fiscale au sein de l'Union européenne. Aujourd'hui, c'est le régime de la compétition fiscale sans limites qui prévaut ; certes, les réunions des G20, G7, de l'OCDE abordent ces questions, on constate quelques timides avancées mais force est de constater que le rapport de forces à l'échelle du monde est de plus en plus favorable aux Gafa. Il y a urgence à ce que les États et les peuples s'attaquent résolument à ces sujets dont les enjeux sont fondamentaux pour l'avenir. Dans le débat public aux États-Unis, la question des concentrations, de la taille des grandes entreprises vient en discussion...

Certains responsables politiques pointent les dangers générés par l'existence de ces mastodontes qui ont

RAPPEL DES FAITS

La France met en place une taxe Gafa. Pourtant, de nombreuses voix politiques, syndicales et associatives indiquent que l'on est loin du compte.

écrasé la concurrence, exploitent des milliards de données et ne payent que très peu d'impôts.

On voit poindre des idées de démantèlement et d'une plus forte régulation. Cette action nécessaire des États ne sera possible que par une volonté populaire claire et très déterminée de tous les citoyens de s'emparer de ces questions étroitement liées à l'avenir de nos sociétés, il y va du développement de la lutte contre les inégalités mais aussi de la démocratie. Il nous faut avancer aujourd'hui vers une taxation des bénéficiaires au niveau mondial, la tâche est ardue mais elle s'impose. Elle pourrait être à l'ordre du jour d'une COP mondiale de la fiscalité et pour une finance éthique. Faisons de cette COP un objectif politique majeur, au même niveau d'urgence que le réchauffement climatique. •

TAXER LES Gafa POUR QUE RIEN NE CHANGE



Mireille Bruyère
Maître de conférences à l'université de Toulouse, membre des Économistes atterrés

La taxe « des grandes entreprises du numérique » du gouvernement viserait, selon ce dernier, à rétablir la justice fiscale et à trouver de nouvelles ressources fiscales. Le niveau d'imposition effectif des grandes entreprises du numérique tragiquement bas n'est pas une particularité des entreprises numériques, mais la marque de fabrique des entreprises néolibérales. Ces entreprises fracturent et divisent toutes les étapes de la production afin de les localiser sur les territoires les plus propices à faire du profit (coût de la main-d'œuvre, qualification des travailleurs, infrastructures, accès aux ports...). Cette rationalisation mondiale de la chaîne de production a permis à ces multinationales de choisir où déclarer les bénéfices et où facturer les ventes selon les offres fiscales et légales les plus intéressantes. L'évasion fiscale a alors atteint des dimensions stratosphériques. Ces stratégies « d'optimisation » fiscale ont été d'autant plus rentables que les pays se sont engagés dans une concurrence fiscale

effrénée produisant une baisse généralisée des taux d'impôt sur les sociétés des pays de l'UE. Les activités numériques de certaines de ces multinationales ne représentent donc qu'une petite part de l'évasion fiscale. Certes, les trajectoires économiques des Gafa en termes de chiffre d'affaires et de capitalisation boursière sont hors du commun, mais elles ne sont possibles qu'à la condition de cette réorganisation mondiale de l'ensemble des chaînes de production qui concentrent les profits dans les têtes de groupes. Au contraire de ce qu'on entend, les activités numériques ne sont pas le nouvel eldorado de la croissance, mais la pointe technologique avancée de la logique productive à l'œuvre dans le néolibéralisme qui sépare de plus en plus les lieux réels de production et la réalisation monétaire du profit.

Dans ce contexte, la taxe sur les activités des grandes entreprises numériques est anecdotique. D'une part, seule une partie du chiffre d'affaires des activités des entreprises numériques est taxable (recettes publicitaires et d'intermédiation), et des entreprises comme Apple ou Amazon vont y échapper, car leurs principales activités sont la vente de biens industriels qui ne tombent pas dans l'assiette de ce nouvel impôt. D'autre part, une part importante du chiffre d'affaires réel de ces activités numériques est dissimulée dans d'autres pays. Une note d'Attac estime que Booking et Airbnb dissimulent 94 % de leur chiffre d'affaires français. Pour une taxation juste des entreprises néolibérales, il faut réunifier ce que le néolibéralisme a fragmenté : considérer l'ensemble de leurs bénéfices mondiaux et répartir l'impôt sur ce bénéfice au prorata des activités par pays. Mais peut-être aussi qu'au-delà de l'urgente justice fiscale il faut aussi engager une véritable transformation sociale et écologique.

Le modèle économique de ces géants comme Amazon n'est pas soutenable. Est-ce que le service de vente en ligne d'Amazon constitue un progrès sur le chemin de la satisfaction des besoins sociaux ? On peut en douter. Aussi, il est tout aussi urgent d'engager un démantèlement et une réappropriation sociale de ces grandes entreprises qui ont des moyens disproportionnés pour exploiter le travail et la nature pour ne produire que des valeurs d'usage peu utiles. •

L'HARMONISATION SOUS LA FORME D'UNE CONVERGENCE



François Guillot/AF

Denis Masségli
Député LaREM du Maine-et-Loire, secrétaire de la commission des Affaires étrangères

En quelques décennies, le monde dans lequel nous vivons a profondément changé. La mondialisation s'est imposée à presque tous les pays de la planète et